

Le rôle de ne pas compter avec Bachar el-Assad

Khatami en 1997, l'Iran est entré dans une longue phase de combat entre une aile progressiste, qui souhaite la réconciliation avec le reste du monde, et l'aile réactionnaire, qui veut la rupture. Les rapports de nos ambassadeurs et services secrets indiquant l'aspiration massive des Iraniens à la normalisation, notre diplomatie aurait dû être à l'avant-garde du dialogue qui a abouti au compromis sur le nucléaire. Que les Américains soient parvenus à ce résultat signe donc notre échec. Dans cette affaire, les pressions saoudiennes ont été bien plus importantes que les pressions israéliennes lesquelles, à la différence des Etats-Unis, demeurent très faibles en France. Que cela ait permis des ententes sur le plan militaire et stratégique au moment où les Saoudiens se sentaient lâchés par les Etats-Unis ne retire rien au fait que nous avons eu une politique à courte vue. Signifier à l'Iran qu'en dernière instance nous défendrons l'Arabie saoudite est légitime, mais persister à faire de ce pays un adversaire potentiel en répandant le scepticisme sur la validité de l'accord nucléaire est nettement moins recevable. Là encore, la France profonde est beaucoup plus saine que la France officielle : nos grandes entreprises ont intégré cet accord comme l'opportunité de revenir en Iran, où notre position était très forte - notamment Peugeot ainsi que nos universités qui formaient des élites. Plutôt que de rester à la traîne, notre diplomatie ferait bien de se réveiller, car les Américains capitalisent déjà sur la réconciliation.

Que dire des capacités du président de la République en matière de politique étrangère ?

Sur le fond, François Hollande commet la même erreur de perspective que François Mitterrand, qui ne saisissait guère le saut qualitatif de la politique étrangère par rapport à la politique intérieure. On peut être féru de manœuvres de synthèse, de recomposition de courants et de partis en apparence opposés pour créer une majorité mais, sitôt passé à l'international, il faut une ligne à long terme, une colonne vertébrale, une vision d'ensemble. Le général de Gaulle s'y est employé toute sa vie, c'est ainsi que sa politique extérieure a fédéré des forces qui, au départ, lui étaient hostiles, sans jamais faire la moindre concession. Plus dans la lignée de François Mitterrand que de Charles de Gaulle, François Hollande n'a ni vision à long terme, ni idées directrices dans des domaines fondamentaux. Il a des intuitions, par contre, car c'est un homme fort intelligent, et il est sensible à la nécessité du maintien d'un consensus avec les institutions qu'il ne saurait avoir sur le plan intérieur. Son choix de chefs militaires issus de la droite tels que les généraux Puga ou de Villiers signifie de sa part une volonté d'ouverture à des forces conservatrices qui ne peuvent être en désaccord avec ce qu'il fait sur le

terrain. Le succès de l'opération Serval l'a renforcé dans cette idée. Reste que l'arbre du Sahel a caché la forêt des rapports européens...

Que voulez-vous dire ?

Je veux dire que, malgré tout, la politique de la France se fait d'abord en Europe. On se souvient du chancelier Bismarck recevant un haut responsable de la Weltpolitik allemande venu lui montrer sur la carte de l'Afrique des lieux encore vierges où l'Allemagne aurait eu avantage à s'installer. Bismarck, plutôt rétif, fumant sa pipe, lui indiqua une autre carte posée sur sa table de travail : « Regardez... La Russie est là, la France est là. Et nous, nous sommes au milieu... La voilà, ma carte de l'Afrique ! » Depuis qu'il est arrivé à l'Élysée, Hollande n'a cessé de donner des coups de pied sous la table à Angela Merkel en fomentant des coalitions, à commencer par le bloc latin contre le bloc allemand, réputé proaméricain, ce qui est une ineptie. L'une des plus récentes manifestations du sabotage du couple franco-allemand a été l'obscène manifestation de satisfaction devant la victoire en Grèce de Syriza, alors que l'avis de tempête allait sonner. La réalité, plus saine que les élucubrations du Parti socialiste, a permis à tout le monde de retomber sur ses pieds, mais la France n'a été pour rien dans le sauvetage de Tsipras. Les stupides encouragements de nos gouvernants à Syriza au début, alors qu'il fallait prendre la mesure des difficultés, marquent à l'envi que les concessions de politique intérieure se sont transformées en irresponsabilité de politique extérieure.

En diriez-vous autant à propos du traitement de la crise ukrainienne ?

François Hollande aurait pu, sur le plan symbolique, maintenir à l'égard de la Russie un discours de respect, de nature à permettre à Vladimir Poutine de se dégager des forces les plus réactionnaires qui étaient alors à l'œuvre en Ukraine, mais il s'est entêté dans l'aveuglement idéologique en préférant aller sous les tropiques saluer Raúl et Fidel Castro le 9 mai (le 10 mai, Angela Merkel était à Stalingrad...) plutôt que de commémorer 1945 en Russie. Le choix de Cuba et l'hommage à un pitre sanglant a dû rendre les Russes à peu près fous. Que le président de la République française vienne faire l'éloge tiers-mondiste de ce tyran gâteux, au mépris de tous les anciens combattants de Russie, montre au fond un très inquiétant amateurisme dont la conséquence sur le plan intérieur sera d'agrandir le fossé séparant les Français. Là où François Mitterrand n'a cessé de les réconcilier - c'est la raison pour laquelle nous conservons de lui une relative bonne image -, Hollande laissera un corps social à feu et à sang.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

Russie un discours de respect